

- *Une référence ouverte* permet une mise à jour permanente et rapide de la norme mentionnée dans la loi, mais elle peut aussi affaiblir le contrôle gouvernemental de la norme ainsi formulée.
- *Une référence datée à une norme* rend cette norme plus précise, mais elle est plus restrictive et empêche d'adapter la norme aux conditions changeantes.
- *Une norme écrite dans le règlement* peut être modifiée plus facilement par le ministère, mais elle coûte plus cher à rédiger et à corriger.
- Enfin, *une norme écrite dans la loi* donne au Parlement un contrôle absolu, mais la modification et l'amélioration peuvent être retardées.

23. On voit que, dans ce domaine, on perd en souplesse et en progrès ce qu'on gagne en certitude et en contrôle. La préférence de l'ISO pour une référence claire aux normes est la méthode à retenir si la compétitivité est le premier objectif visé¹⁴.

4. Procédure équitable

24. La procédure équitable est une autre question controversée. Dans une économie mondiale, il faudra décider qui participe à l'élaboration des normes et quels organismes centralisent les activités de normalisation¹⁵. La participation coûte plus cher à l'échelon international que national. À mesure que davantage de normes seront fixées à l'échelon international, de nombreuses associations de défense des intérêts publics et petites entreprises ne pourront plus participer à l'élaboration des politiques, ni à l'échelon national ni à l'échelon international.

D. RÉGLEMENTER PAR LA NORMALISATION VOLONTAIRE

25. Le fait que les normes jouent un rôle important dans l'économie ne signifie pas que c'est automatiquement à l'État de les établir. Ainsi qu'il a été souligné précédemment, il existe d'autres moyens d'établir des normes et, de fait, la plupart des normes en vigueur aujourd'hui ont été créées par le secteur privé (que ce soit par les sociétés, les industries ou par consensus). Il est fait appel à l'État dans les situations suivantes :

- les risques relatifs à un produit ou à un procédé sont élevés;
- les conditions pour que les consommateurs ou d'autres parties concernées puissent juger de façon éclairée sont difficiles à établir.

26. On trouve des normes établies par l'État relativement à la préparation des aliments, car les conséquences de négligences pourraient y être désastreuses. On en trouve aussi pour l'emballage des aliments, mais leur raison d'être est moins évidente. Le ministre de l'Agriculture, par exemple, a dit au Comité qu'il existe un règlement sur le format des sacs à utiliser pour la vente des pommes de terre : ceux-ci doivent avoir une capacité d'une, deux, cinq ou dix livres. (11:11)

1. Effets de la normalisation

27. Les effets de la normalisation volontaire dépendent, au bout du compte, de l'utilisation qui est faite des normes, de leur stipulation, du système de vérification et de certification des produits en fonction de la norme, des mécanismes d'administration des normes, et du contexte économique,

¹⁴ Lecraw préfère aussi cette approche, estimant que les avantages de la souplesse et du progrès l'emportent sur les désavantages d'une certitude et d'un contrôle moindres.

¹⁵ U.S. Congress, op. cit. p. 19.